



# LE GALERIEN

août 2012

---

« Mensuel à périodicité variable de la section Solidaires Finances Publiques des Pyrénées Atlantiques »

---

## Au sommaire :

- *le Comité Technique Local du 6 juillet 2012.*
- *Les CAP Locales de juin et juillet 2012.*
- *Infos diverses....*

### **Le C.T.L du 6 juillet**

A l'ordre du jour de ce CTL figurait un point concernant le rapprochement fonctionnel du Pôle de Contrôle et d'Expertise ( PCE ) de Pau et de la Brigade Départementale de Vérifications ( BVG ) de Pau, ainsi qu'un point concernant le bilan de la campagne IR 2012.

Déclaration liminaire des élus de Solidaires Finances Publiques:

Monsieur le Président,

Les lettres de cadrage du gouvernement fixent un objectif de 2,5% de réduction des effectifs de l'Etat, excepté dans l'enseignement, la police, la gendarmerie et la justice, tandis que les dépenses de fonctionnement devront baisser de 7% en 2013. Le gouvernement a estimé que « la stabilisation des effectifs des fonctionnaires signifiait la fin de la Révision Générale des Politiques Publiques ( RGPP ) ».

Mais, appliqué à la Direction Générale des Finances Publiques, supprimer 2,5% des effectifs par an revient potentiellement à supprimer 3000 emplois chaque année, soit 500 de plus que ce que la RGPP imposait chaque année à la DGFIP depuis 2007 !

La RGPP a supprimé près de 14000 emplois entre 2007 et 2012 à la DGFIP, portant à plus de 24000 le nombre de suppressions d'emplois depuis 2002. Dans le même temps, la charge de travail a explosé:

l'accueil des contribuables pendant la campagne IR a augmenté de 47%, le nombre d'appels téléphoniques de 29%, le nombre de déclarations d'impôt sur le revenu de

près de 10%, celui des entreprises soumises à la TVA de 31%, celui des entreprises soumises à l'impôt sur les Sociétés de 47 %, le nombre d'avis de Taxe d'Habitation de 23%, etc....

Couplée à la chute des effectifs, cette hausse de la charge de travail s'est traduite par une dégradation continue des conditions d'exercice des missions et des conditions de travail des agents.

Le malaise est profond, dans tous les services, en particulier dans les services d'accueil du public, de gestion et de recouvrement de l'impôt, et de lutte contre la fraude fiscale, services qui seront au cœur du CTL d'aujourd'hui au travers des points inscrits à son ordre du jour.

Les agents de notre direction, qui attendaient un réel changement en matière d'emploi, dénoncent ce nouvel objectif de réduction des effectifs; mais ils attendent également un réel changement en matière de dialogue social. Ils partagent votre souci, exprimé dans vos premières déclarations, de restaurer un esprit de solidarité entre les équipes et entre les agents, de favoriser l'amélioration des conditions de travail et de redonner du sens à l'écoute des agents. Nous veillerons à l'application de ces principes.

### **1) rapprochement du PCE et de la BVG de Pau:**

Le projet présenté ne consiste pas en un changement de structure, mais en une réorganisation du pilotage des 2 structures, en les plaçant toutes les 2 sous l'autorité hiérarchique d'un inspecteur principal, assisté d'un inspecteur divisionnaire, à compter du 1er septembre 2012. A ce jour, chacune des 2 structures est dirigée par un inspecteur principal. L'objectif de la Direction est de « développer davantage les synergies et la réactivité entre les équipes en vue d'améliorer la sélectivité des affaires et l'efficacité du contrôle fiscal sur le secteur Béarn/Soule ».

Le projet de rapprochement s'appuie sur le constat des difficultés rencontrées par le PCE de Pau pour atteindre ses objectifs de production de fiches 3909 ( propositions de vérifications de comptabilité ), et sur la progression importante des Affaires à Faible Rendement ( AFR, affaires dont le montant des rappels n'atteint pas 7500 € ) sur le Béarn.

Il fait également référence à l'organisation similaire en place sur Biarritz depuis 4 ans, avec un inspecteur principal en charge de l'ICE et de la BVG, services de taille inférieure à ceux de Pau, et qui donne satisfaction.

Nous avons approuvé les côtés positifs de ce projet, qui améliore de manière indiscutable les liaisons indispensables entre les services de programmation et les services de vérification. Au delà du pilotage unique des 2 services, les échanges entre les agents de ces 2 services devront être effectifs. A Biarritz, ces échanges sont facilités par le fait que ces services sont situés côte à côte, au même étage; ce ne sera pas le cas à Pau, où ces 2 services sont, depuis le début de l'année, dans le même bâtiment, mais pas au même étage. Nous avons également exprimé la crainte des agents concernés de voir apparaître une « porosité » entre les 2 services, les affectations locales ICE et Vérification devant être garanties à chacun, en faisant toutefois observer qu'aucune dérive de cette sorte n'avait été constatée à Biarritz depuis 4 ans.

En marge du rapprochement ICE/BVG présenté, nous avons également insisté sur la nécessité d'une collaboration effective entre ces services et la Brigade de Contrôle et de Recherche d'une part, et entre ces services et les Services des Impôts des Entreprises d'autre part. Les « protocoles » imaginés entre tous ces services ont été des échecs depuis la création des SIE, avec la séparation entre la gestion et le contrôle des professionnels; pourtant, année après année, groupe de travail après groupe de travail, notre direction clame que l'efficacité du contrôle fiscal passe par la qualité des liaisons entre tous les services concernés....

Si un pilotage commun du PCE et de la BVG va bien dans le sens d'une meilleure efficacité, la piste des moyens en effectifs de ces services n'a pas été examinée: la brigade de vérifications, composée de 9 agents, sera en déficit de 1,7 agent au 1er septembre 2012, et le Pôle de Contrôle et d'Expertise, composé de 8 agents, en déficit de 0,7 agent, soit un déficit de 2,4 agents pour les 2 services. La première chose à faire aurait consisté à leur donner les effectifs prévus par le tableau des emplois pour leur permettre de fonctionner efficacement.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous nous sommes abstenus lors du vote. Tous les autres représentants des personnels se sont également abstenus.

## **2) bilan de la campagne IR 2012.**

comme chaque année, c'est un bilan presque idyllique de la campagne Impôt sur le Revenu 2012 qui nous a été présenté: « pas de problème majeur... », « faible progression de l'accueil physique... », « stabilisation de l'accueil téléphonique... ». Au-delà des chiffres présentés, nous avons essayé de faire remonter la réalité du terrain et pointé du doigt les dysfonctionnements constatés: le constat de « faible progression générale » tiré des « chiffres » doit être fortement nuancé; en effet, la comptabilisation de l'accueil spécialisé est très disparate selon les résidences, l'accueil « debout » n'est quant à lui nulle part comptabilisé, et nombre d'appels téléphoniques sont directement effectués auprès des services pour cause d'impossibilité de joindre le Centre de Renseignements Téléphonique ( CRT ). Malgré ces éléments qui altèrent la fiabilité des chiffres présentés, une progression de l'accueil physique est

encore constatée, de l'ordre de 4% sur le département. C'est invariablement le cas chaque année, alors que les effectifs sont régulièrement diminués chaque année, aussi bien dans les SIP que dans les trésoreries de proximité.

La hausse de l'accueil physique la plus importante est constatée dans les trésoreries de proximité, + 12,34%, alors que c'est le réseau comptable qui est le plus touché par les suppressions d'emplois.

La seule baisse constatée concerne « l'accueil extérieur », - 4,94%: cette baisse s'explique simplement par le fait que l'administration a proposé moins de permanences ( en mairies, maisons de retraite, etc.. ) que l'année dernière. Ce qui a entraîné sans doute l'augmentation importante constatée de l'accueil dans les trésoreries de proximité. Si notre direction a constaté que des lieux de permanences, moins fréquentés, ne nécessitaient pas la présence fournie cette année par des agents des SIP, d'autres lieux de permanence n'ont pas pu assurer la réception de tous les usagers venus très nombreux sur ces lieux de réception; il conviendra d'en tenir compte pour la prochaine campagne de réception.

Ont également été soulignés les travaux des SIP générés par les déclarations « internet », en augmentation également par rapport à l'année précédente: les déclarations « en ligne » génèrent dans certains cas un travail plus important que les déclarations « papier », notamment dans en cas de traitement de situations de changement d'adresse, de mise à jour de Taxe d'Habitation. Sans parler de l'inégalité de traitement entre les contribuables déclarant « en ligne » et ceux déclarant « papier », au niveau des justificatifs à produire, au niveau de la sélection des dossiers à revoir, et aussi, par exemple, au niveau de la déclaration des revenus étrangers.

Parmi les observations des représentants des agents, le président du CTL a retenu 3 pistes d'amélioration: la fiabilisation des données chiffrées relatives à la campagne, la publicité du calendrier des permanences extérieures et la contribution plus équitable des agents de Bayonne et de Biarritz au fonctionnement du CRT de Bayonne ( celui-ci n'étant alimenté pendant la campagne que par des agents du SIP en poste à Bayonne, alors que le secteur géographique couvert correspond aux 2 SIP de Bayonne et Biarritz ).

Pour notre part, nous avons insisté sur la dégradation des conditions de travail vécue par les agents sur tous les sites, dégradation due à l'augmentation des charges constatées à l'occasion de cette campagne IR 2012 couplée à la chute des effectifs depuis trop longtemps maintenant.

Cerise sur le gâteau: la « prime de campagne », d'un montant annuel de 5700 € pour l'ensemble de la direction, a été supprimée en 2011, et financée en 2012 par les crédits d'auxiliaire. La direction nous a demandé de nous positionner, pour 2013, sur le choix suivant: soit la suppression pure et simple de cette enveloppe, soit la diminution correspondante des crédits d'auxiliaires ( déjà très fortement diminués en 2012 ). Même si cette prime, allouée aux agents assurant des permanences hors de leur service ou en

dehors des horaires de travail, est peu importante, elle traduit une reconnaissance à laquelle les agents sont attachés dans cette période particulière. De même, les services concernés par la campagne IR savent que la présence d'auxiliaire est indispensable pour mener à bien les missions d'accueil du public et d'émission accélérée dans cette même période. Entre 2 régressions, nous avons refusé de choisir, de même que l'ensemble de la parité syndicale. Cette nouvelle perte, soit de la prime, soit de crédits d'auxiliaires, sera particulièrement mal perçue par les agents, en cette période d'annonce de gel des salaires et de poursuite de la réduction des effectifs, et un simple message de félicitations pour les efforts consentis, dans ce contexte, ne saurait les satisfaire.....

## **Les CAPL d'appels de notation.**

Les CAP Locales d'appels de notation se sont déroulées le 14 juin pour les agents B et les agents C, le 15 juin pour les agents A.

Dans les 3 catégories, le nombre d'appels de notation est en baisse; loin de traduire l'adhésion des agents au système de notation actuel, cette baisse traduit plutôt la lassitude et la résignation des agents, elle nous inquiète plus qu'elle nous rassure juste avant la réforme de notre système d'évaluation-notation.

déclaration liminaire des élus de Solidaires Finances Publiques:

Monsieur le président,

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires réaffirme que l'arrêt des suppressions d'emplois dans la Fonction Publique est une urgence absolue compte tenu de l'état d'effritement des services et des conséquences gravissimes que cela emporte en matière de conditions de vie au travail pour les personnels.

Les agents attendent un réel changement en matière de dialogue social et de prise en compte des revendications exprimées, tant au niveau gouvernemental qu'au niveau de la direction générale et des directions locales.

L'administration ne peut ignorer la souffrance au travail des personnels, toutes catégories confondues. Les tensions hiérarchiques existantes dans de nombreux secteurs pèsent fortement sur les agents. Il en est de même suite aux violences quotidiennes qui se développent notamment dans les services d'accueil du public. Au-delà des annonces faites par l'administration centrale sur les conditions de vie au travail, ce sont des actions concrètes avec à la clé des effets palpables qui sont attendues par les agents.

En particulier, en ce qui concerne l'évaluation-notation, nous ne pouvons souscrire aux orientations de la Fonction publique qui instaure, via l'esprit de sa réforme, un système de concurrence entre les fonctionnaires. Nous réaffirmons notre opposition à un système qui individualiserait le montant des primes selon le mérite et la performance de chacun, notamment au travers de la prime de fonction et de résultat (PFR).

Concernant cette campagne de notation, nous nous devons de dénoncer le manque certain de lisibilité du processus d'évaluation-notation et les effets dévastateurs qu'entraîne le contingentement des majorations. Nous constatons que cette année l'approche autour de la note +0,01 a été différente du passé et ce pour les deux filières. Cet artifice qui permettait dans l'une des filières de masquer quelque peu l'iniquité du système, était dans l'autre filière marginal. Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, la reconnaissance de l'investissement des agents, de leur implication, de leur technicité mérite plus qu'un simple signe d'encouragement, neutre dans son absolu.

En conclusion, les élus de l'Union SNUI SUD Trésor Solidaires réaffirment dans le cadre de cette CAP que l'évaluation et la notation contribuent fortement à la dégradation des conditions de travail des agents et façonnent d'une manière des plus contestables les parcours de carrière. Nous réaffirmons que les agents sont globalement opposés à un système qui engendre une logique pernicieuse de mise en accusation permanente et qui renforce les injustices.

### **1) CAPL n°1 du 14.06.2012.**

4 dossiers d'appel de notation, tous dans la filière fiscale. 1 en « échelons variables », 3 en « échelons terminaux ».

échelons variables:

2 majorations de +0,02 disponibles, 1 attribuée au seul dossier d'appel, défendu par nos élus de Solidaires Finances Publiques. 1 majoration n'a donc pas été utilisée.

Échelons terminaux:

2 majorations de +0,02 disponibles, 1 attribuée au dossier défendu par nos élus. Les 2 autres dossiers concernant des demandes de majoration de +0,06, une majoration de + 0,02 n'a donc pas été utilisée.

### **2) CAPL n°2 du 14.06.2012.**

Filière fiscale:

14 dossiers d'appels de notation, 11 en CP et 3 en C2, dont 8 dossiers défendus par nos élus.

6 majorations de +0,02 disponibles. Toutes ont été utilisées, dont 4 pour des dossiers défendus par nos élus de Solidaires Finances Publiques.

Filière Gestion Publique:

3 dossiers d'appels de notation.

3 majorations de +0,02 disponibles, toutes attribuées.

### **3) CAPL n°3 du 14.06.2012.**

filière fiscale:

12 dossiers d'appels de notation. 3 majorations de +0,02 disponibles, toutes attribuées.

Filière Gestion Publique:

3 dossiers d'appel, 2 majorations disponibles. 1 seule majoration attribuée, les 2 autres dossiers concernant des demandes de majoration de +0,06.

Dans l'ensemble des CAP Locales et comme au titre des années précédentes, la direction a fait jouer le principe de la « rotation » des majorations, et a en général attribué les majorations disponibles aux dossiers d'appels qui faisaient apparaître un « décrochage » du profil-note par rapport à la moyenne des agents des mêmes grades et échelons.

## **Les CAPL d'affectations.**

Ces CAPL se sont tenues les 9 et 10 juillet 2012, dans le contexte tendu des suppressions d'emplois décidées suite au CTL « emplois » de février 2012. D'une manière générale, le saccage des emplois est tel qu'il devient presque impossible de concilier à la fois l'affectation nationale, la bonne marche des services, l'intérêt des agents et le maintien des missions. Notre direction a concédé qu'elle était obligée de raisonner globalement et de « compenser », sur un service, entre les pénuries d'agents A, B et C....

Le mouvement d'affectation proprement dit, disponible sur Eole 64, n'appelle pas d'observation particulière, la règle de l'ancienneté ayant été respectée.

### **1) CAPL n°1 du 10 juillet 2012:**

Le mouvement des inspecteurs de la filière gestion publique ne concerne que 5 agents ayant déposé une demande de mutation locale, 3 d'entre eux ayant obtenu satisfaction. L'un d'entre eux verra son affectation effective au 1er novembre 2012, après une période de « tuilage » de 2 mois.

Le mouvement des inspecteurs de la filière fiscale a appelé de notre part les observations suivantes:

- le nombre important de « détachements », 8 au total, 5 d'entre eux concernant les Brigades Départementales de Vérification. Avec 10 agents ALD et 6 EDRA, ce sont 24 inspecteurs qui n'ont pas de poste fixe ou qui ne sont pas sur celui dont ils sont titulaires.

- le déficit constaté sur les services de contrôle fiscal: BDV de Pau: - 1,7. BDV de Biarritz: - 1. BDV de Bayonne: -0,6. PCE de Pau: - 0,7.

- dans le même temps, les services de la Direction bénéficient d'un excédent de +5,4 agents, le pôle patrimonial de Bayonne de +2,8 agents, et l'ICE de Biarritz de +2,6 agents.

### **2) CAPL n°2 du 9 juillet 2012:**

Filière fiscale:

Sur le département, 16 contrôleurs sont « à la disposition du Directeur », et 4 font l'objet d'un détachement.

Les services dans lesquels la situation en effectifs est la plus tendue sont les SIE ( -2,5 agents pour l'ensemble des SIE ), et le SIP de Biarritz ( -3,5 agents ! ). Les services de la direction bénéficient d'un excédent de +5,4 contrôleurs.

Filière gestion publique:

Nous avons dénoncé les annonces initiales de la Direction concernant la politique d'affectation au 1er septembre des agents de la filière « gestion publique » promus de C en B par liste d'aptitude: la direction a affecté certains des lauréats sur leurs anciens postes comptables, alors qu'elle

avait annoncé une affectation sur un poste comptable autre que l'ancien, et ce en l'absence même de demande de mutation (pratique opérée depuis 2 ans; ex: Hendaye et St Jean Pied de Port ). La direction avait d'ailleurs laissé entendre des affectations, en particulier, sur les trésoreries du secteur Béarn, déficitaires en effectifs. Cette annonce a hélas dissuadé certains agents de postuler, alors que la politique de changement automatique annoncée de la Direction n'a pas été appliquée.

### **CAPL n°3 du 9 juillet 2012:**

Filière fiscale:

18 agents de notre direction sont « à la disposition du Directeur », et 5 font l'objet d'un détachement.

On constate, dans les SIE, un déficit de -3 agents, qui vient s'ajouter au déficit de -2,5 contrôleurs, dans des services où les agents tirent depuis longtemps la sonnette d'alarme....

Les SIP présentent un déficit de -5,9 agents ( -2,5 pour le seul SIP d'Anglet ... ).

Les services de la direction présentent un excédent de + 2,6 agents; soit un excédent de + 13,4 agents pour l'ensemble des catégories A, B et C.

Nous avons interrogé la Direction pour savoir si elle envisageait de corriger cette situation, anormale en terme d'effet d'affichage, par un rééquilibrage du Tableau des Emplois, pour coller au mieux de la réalité des besoins.

Elle nous a répondu qu'elle n'envisageait pas de le faire.

Filière gestion publique:

L'un des 2 agents du département demandant une mutation interne a obtenu satisfaction.

## **Congrès d'Albi.....**

Notre 28ème congrès National s'est déroulé à Albi du 19 au 21 juillet 2012.

Conformément aux modifications statutaires adoptées lors de ce congrès, notre nouvelle dénomination est désormais Solidaires Fonction Publique, et c'est la dernière fois que, sur la première page du « galérien », les sigles SNUI et SUD Trésor flottent sur la voile de la « galère » !

Vous trouverez les comptes rendus détaillés de ce congrès dans le numéro 987 du 3 juillet de notre journal « l'unité », ainsi que sur notre site national.

Le tirage au sort de la souscription lancée à l'occasion de ce congrès a récompensé quelques agents de notre direction qui y ont participé:

- Maïté Miragou gagne une console Xbox.
- Hélène Bouquerel gagne 1 nuit + petit-déjeuner + repas pour 2 personnes à Millau.
- Solen Larramendy gagne 3 bouteilles de Gaillac.
- Tous les tickets finissant par le chiffre « 5 » gagnent un stylo.

Contactez vos correspondants pour retirer vos lots !!